



REFORME DU CODE DU TRAVAIL

NI AMENDABLE NI NEGOCIABLE !

AGISSONS POUR LE RETRAIT DU TEXTE ET DE NOUVEAUX DROITS POUR LES SALARIES

Le projet de loi visant à réformer le droit du travail constitue une régression sociale inacceptable.

Les principes qui fondent les garanties collectives sont remis en cause, les licenciements facilités et les indemnités prud'homales plafonnées. Ce projet de loi prévoit des procédures de décisions dans les entreprises et établissements qui placent les salarié-es sous la menace et le chantage à l'emploi. Il vise à remettre en cause l'égalité de droit et de traitement en abandonnant le niveau national de négociation et en contournant les syndicats. Il mettrait en place d'autres dispositions porteuses de régressions : temps de travail, apprentissage, formation professionnelle... Le chômage atteint un niveau record, la pauvreté explose et, pour la première fois depuis l'après-guerre, l'espérance de vie recule. Précariser le salariat, faciliter les licenciements ne créent pas d'emploi comme le démontrent les politiques menées depuis plusieurs décennies.

LES DROITS DES SALARIES NE SONT PAS LA CAUSE DU CHOMAGE !

N'acceptant pas que la société promise aux jeunes soit celle de la précarité, nos organisations portent d'autres exigences en termes d'emploi, de temps de travail de formation, de protection sociale et de conditions de travail. Chacune de nos organisations a des propositions.

Aujourd'hui le mécontentement est réel et le mouvement social s'étend. Les premières réactions syndicales et citoyennes ont contraint le gouvernement à un premier recul. Mais ce n'est pas quelques modifications qui changeront la philosophie générale du texte et le rendront acceptable. Plusieurs mobilisations sont annoncées d'ici le 31 mars. Elles participent toutes du même rejet de la politique gouvernementale qui prive les uns au profit de l'oligarchie financière.

Réunies le 8 mars, les organisations syndicales nivernaises CGT, FO, FSU, Solidaires, invitent les salarié-es, privé-es d'emplois, jeunes, retraité-es nivernais à faire grève et à manifester le 31 mars pour obtenir le retrait du projet de loi de réforme du code du travail et de nouveaux droits synonymes de progrès social, pour gagner une autre répartition des richesses dans une société solidaire.

**Tou-te-s dans la rue le 31 mars à 14 h
à NEVERS, COSNE, CLAMECY, DECIZE**